

cette énorme somme d'argent. Certains honorables députés de l'opposition ont beaucoup critiqué le ministre parce qu'il n'a pas majoré l'impôt sur certains revenus, parce qu'il n'en a pas exonéré les officiers et autres militaires, mais ce qu'il y a d'étrange c'est que, alors que ces conservateurs endurcis qui ne voient pas plus loin que leur nez sont prêts à critiquer les méthodes préconisées par le ministre en vue d'augmenter les recettes, ils n'ont aucune alternative à proposer. Mes honorables amis de ce côté-ci sont si imbus du vieil esprit conservateur qu'ils ne s'en déferont jamais. Le seul espoir qui nous reste c'est qu'ils disparaissent, mais je ne le leur souhaite pas. C'est une chose que de critiquer le ministre, comme ils n'ont pas manqué de le faire et c'est . . .

Une VOIX: De la critique pratique.

M. JOHNSTON (Bow-River): Allez-y voir; jamais aucune critique constructive n'est sortie de vous. On est bien prêt à critiquer le ministre, mais je défie quiconque de lui indiquer comment se procurer l'argent. Bien peu de libéraux ont la compétence ou du moins l'audace qu'il faut pour réclamer la modification de notre régime monétaire. Ceux qui ont exprimé leurs vues dans ce sens ont beaucoup de mérite, quel que soit le succès qu'ils ont eu auprès du ministre. Si le budget actuel nous cause des difficultés, le prochain budget nous en causera bien davantage. Le ministre éprouvera beaucoup plus de difficultés que cette année à se procurer l'argent qu'il lui faut. Il sera bien forcé à recourir à la réforme monétaire.

La façon mesquine dont le Gouvernement finance la guerre nuit à notre effort de guerre. Je l'ai déjà dit, mais le premier ministre (M. Mackenzie King) s'en est moqué. J'ai dit que la politique du Gouvernement avait pour résultat de gêner la production de notre pays. Après ce que j'ai entendu depuis quelques semaines, je suis prêt à dire la même chose avec plus de vigueur encore. La méthode que le Gouvernement adopte pour le financement de la guerre nuit à notre effort de guerre. Sans ces procédés surannés, nous ne serions pas où nous en sommes pour ce qui est de notre défense. Comme l'a dit un honorable député, nous devrions voir à ce que nos méthodes vieux jeu ne nous fassent pas perdre la guerre.

En toute sincérité, je demande au ministre d'examiner sérieusement la proposition que nous faisons d'augmenter le crédit du pays par l'intermédiaire de la banque du Canada. C'est ainsi qu'il pourra financer notre effort de guerre sans avoir à taxer les gens à faibles revenus et à leur enlever les moyens de vivre. La méthode actuelle est inépte. Elle entrave

notre effort de guerre, et compromet la santé des citoyens; elle fera certainement diminuer la production non seulement sur les fermes mais aussi dans les usines. Il me tarde d'entendre les conservateurs indiquer au ministre un moyen de se procurer des fonds. Le chef de l'opposition (M. Hanson) reconnaît lui-même qu'il a pu se tromper.

L'hon. M. HANSON: J'ai dit que cela pouvait se faire jusqu'à un certain point, mais qu'il ne fallait pas dépasser la limite.

M. JOHNSTON (Bow-River): Quelle est cette limite?

L'hon. M. HANSON: Personne ne saurait le dire. Si je connaissais la limite, je préconiserais cette méthode.

M. JOHNSTON (Bow-River): Si le chef de l'opposition a atteint ce degré de connaissance en matière de finances, il a fait un peu de progrès. Il reconnaît maintenant qu'il a eu tort de critiquer l'honorable député de Parry-Sound (M. Slaght) hier et cet après-midi, et il dit que l'expansion du crédit pourrait se faire dans une certaine mesure. Qu'on la réalise dans cette mesure restreinte et l'Etat n'aura pas à enlever leur dernier sou aux petits salariés. Quand nous en serons rendus là, le chef de l'opposition constatera, j'en suis certain, que non seulement aucun mal n'en sera résulté mais que cela aura eu un bon effet, et il pourra alors pousser plus loin ses recherches et conseiller en conséquence le ministre des Finances.

M. MACDONALD (Brantford): Lorsque le comité a été saisi de cette résolution hier, j'ai exprimé mon opinion au sujet de l'impôt sur le revenu exigé des officiers qui sont encore stationnés au Canada. Après avoir entendu ce qui s'est dit depuis lors, je suis encore d'avis que l'on devrait accorder une exemption à ces hommes. A l'heure actuelle, les militaires autres que les officiers n'ont pas à payer l'impôt sur le revenu, et j'espère que l'on va rectifier cet état de choses.

M. le PRÉSIDENT: Le ministre a déclaré qu'un amendement serait proposé plus tard, mais que l'on n'avait pas encore pris de décision quant à la nature de cet amendement. Un article du Règlement de la Chambre a trait aux répétitions, mais je n'adresse pas cette remarque uniquement à l'honorable député. Je pense que ce sujet a déjà été discuté à fond et je prie le comité de s'en tenir à l'amendement et à la résolution n° 1.

M. MACDONALD (Brantford): L'amendement a été soumis au comité cet après-midi et un grand nombre d'honorables députés ont profité de l'occasion pour dire ce qu'ils pensent du paiement de l'impôt sur le revenu